

CHSCT Ministériel Enseignement Supérieur et Recherche

Mardi 19 janvier 2016

- 1) Le CHSCT Ministériel du 19 janvier 2016, a validé à l'unanimité les principes directeurs de la refonte de l'enquête Santé et Sécurité au Travail. Les objectifs de cette refonte étaient :
 - d'intégrer les indicateurs de « l'accord sur la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique » (http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/carrieres_et_parcours_professionnel/sante_securite_travail_fp/20091120_accord.pdf)
 - d'être en adéquation avec le livre des références des Inspecteurs Santé et Sécurité au Travail, document de pilotage de la prévention santé et sécurité au travail des établissements.
 - De formaliser des indicateurs plus clairs et plus pertinents

- 2) Le Haut Fonctionnaire Sécurité Défense adjoint présente les mesures de sécurité arrêtées dans le cadre de la vigilance anti-terroriste, et indique que plus généralement, il serait souhaitable que tous les établissements aient un Plan de Continuité d'Activité afin de faire face à des situations exceptionnelles diverses (risques technologiques, risques sanitaires, risques naturels..)

- 3) Le projet de circulaire concernant la thématique amiante a été présenté. Ce projet précise notamment :
 - L'obligation de réalisation d'un Diagnostic Technique Amiante (DTA) pour les bâtiments concernés. Il doit être accessible.
 - L'intégration des données du DTA dans le Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels.
 - La formation des agents susceptibles d'être exposés
 - L'élaboration pour chaque agent une fiche d'exposition à l'amiante
 - La relance de l'information collective
 - La mise en place d'un suivi médical spécifique et post professionnelle des agents exposés
 - La mise en œuvre d'un groupe de pilotage pour mettre en synergie les différents acteurs de cette thématique

- 4) Dans les questions diverses, il a été ensuite abordé les restructurations des différents établissements, et l'UNSA Education a demandé soit légiférer un dispositif pour les personnels du MENESR impactés par les restructurations comme pour les services de l'Etat pour l'accompagnement des personnels.